

**Geneva Trade & Development Forum: La mondialisation pour tous**

**Termes de référence : Dutch Disease**

**Entre recettes tirées des produits de base et véritables avantages au niveau du développement**

**Problématique:**

Depuis 2002, on assiste à une augmentation de la demande et du prix de toute une série de minéraux et de certains produits de base agricoles, due entre autres à l'émergence de l'Asie en développement en général, et de la Chine en particulier, en tant que grands consommateurs de produits de base.

Ce qu'on a appelé le "boom des produits de base" est largement limité aux minéraux, aux minerais et aux métaux, dont les prix indexés ont augmenté de près de 100 % entre 2002 et 2005. Pour les produits de base agricoles, la même période a simplement été l'occasion d'une reprise à partir de prix historiquement bas, plutôt que la fin d'un siècle de déclin.

En 2003-2005, il existait dans le monde environ 55 pays en développement tributaires de produits de base (PDTPB), ce qui signifie que leurs exportations annuelles moyennes étaient à plus de 50% tributaires de produits de base, à l'exception du pétrole. Ces pays étaient encore au nombre de 70 environ dans la période 1993 – 1995.

C'est en Afrique que l'on trouve la plus grande concentration de PDTPB, où plus des deux tiers des pays qui communiquent leurs données commerciales à Comtrade entrent dans cette catégorie.

On relèvera également que la dépendance des PMA envers les boissons tropicales et les matières premières pour les recettes d'exportations a augmenté entre 1960 et 2001. Dans le même temps, leur part au commerce agricole mondial a diminué alors même que leur dépendance envers lui restait bien plus élevée que celle des autres pays en développement.

Sur la même période, l'Afrique a connu une croissance soutenue. Pour la troisième année d'affilée, en 2006, l'Afrique sub-saharienne (ASS) a enregistré un taux de croissance supérieur à 5 pour cent. On s'attend pour 2007 à un redressement allant jusqu'à 6,7 pour cent. Les dotations en ressources sont parmi les facteurs les plus importants qui influencent la croissance des pays de l'ASS. (Perspectives

régionales du FMI).

**Membres:**

1) Secteur privé (PMA + pays de l'OCDE):

*Shepherd:* Mr. Pierre Defraigne, Director of IFRI Brussels.

*Co-Shepherd:* to be determined

2) Représentants des gouvernements (PMA + pays de l'OCDE):

- Mr. Fausto Valle (Ministry of Oil and Mining, Ecuador)

Mr. Ibrahima Soumah (former Minister of Mines, Guinée)

Mr Stephen Stork (DG Taxation and Customs Union, EC)

Mr. Jakob Thamage (Ministry of Minerals Energy and Water Affairs Botswana)

3) Milieux universitaires:

Prof. John Lungu (Copperbelt University, Zambia)

4) ONG – OI – IFI:

Mme Françoise Moreau, (Head of Unit.DG Development, EC)

Mr. Habib Ouane, (UNCTAD).

Mr. Antonio Pedro, (UNECA)

Mr Jerome Pons, (DG Development)

Mr Pascal Saint-Amans, (OECD)

Mr. Claude Kabemba, (Southern Africa Resource Watch SARW)

**Objectifs:**

Comment traduire les revenus des produits de base minéraux en avantages de développement (durables dans le temps) pour les pays en développement producteurs.

Sous ce thème, les questions à discuter incluent:

1. Comment encourager le **réinvestissement** des profits dans les pays en développement:

➤ Comment améliorer la sécurité des investissements: protection contre l'expropriation mais aussi et surtout sécurité physique

➤ Le rôle des paradis fiscaux/de financement off-shore ne peut pas être passé sous silence.

2. Gouvernance et notamment **politiques en matière d'imposition.**

Suite au déclin spectaculaire du prix des produits de base agricoles au début du siècle, une grande attention a été consacrée ces dernières années aux mesures requises pour défendre la compétitivité de ces secteurs dans les pays en développement tributaires des produits de base ainsi que les moyens de subsistance des nombreux producteurs à petite échelle actifs dans ces pays. Dans ce contexte, on s'est notamment penché sur la manière d'accroître la participation des pays producteurs à la chaîne de valeur internationale, et de garantir de meilleurs revenus aux producteurs.

Une moindre attention a été consacrée à la situation des produits de base minéraux, en partie parce que ces secteurs présentent des structures de propriété plus concentrées. En revanche, tandis que la part de ce secteur dans l'emploi national peut être relativement faible, l'importance relative pour le budget du gouvernement et la part dans les exportations globales de nombreux pays dépasse largement celle du secteur agricole. Alors que les tendances mondiales du prix des produits de base minéraux offrent des perspectives intéressantes aux pays exportateurs, il est utile de se demander comment s'assurer que les revenus futurs potentiels se traduisent en avantages de développement réels et durables dans le temps pour les pays exportateurs.

De ce fait, il est proposé que l'un des groupes thématiques du Forum s'occupe de cette question et cherche à répondre aux questions clés suivantes:

- Comment s'assurer que le boom actuel des produits de base soit durable (effet de bulle et évocation d'un "supercycle", liens avec les hausses de prix du pétrole, attrait du secteur des produits de base en tant qu'actif alternatif pour une gamme bien plus vaste d'investisseurs, solidité des économies BRIC qui induisent la demande de métaux, certains produits de base peuvent être vus comme offrant une protection contre la baisse du dollar
- Quelles sont les principales mesures politiques requises pour traduire les revenus futurs des produits de base (principalement minéraux) en véritables avantages de développement pour les pays producteurs?
- Y a-t-il des leçons à tirer des expériences actuelles et des questions d'actualité (EITI, Kimberley, fonds souverain FLEGT, initiative sur les matières premières, etc.) ?
- Le cas échéant, quel peut être le rôle de l'intégration régionale dans cette quête?
- Le cas échéant, quel peut être le rôle des approches volontaires du secteur privé, ou de l'étiquetage (CSR, etc.)? (lien avec les autres groupes du Forum travaillant sur ce thème)
- Le cas échéant, quel peut être le rôle de l'aide liée ou destinée au commerce

au sens large dans ce contexte?

- Quelles sont les questions qui attendent encore une réponse?
- Que peut-on apprendre d'un nombre limité de réussites?

Le groupe étudiera la promotion globale d'un environnement d'affaires propice en tant que recommandation de politique déjà donnée et largement acceptée par la communauté internationale. Le groupe creusera davantage cette discussion uniquement lorsqu'il pourra faire des recommandations précises pertinentes pour la problématique spécifique discutée. Il se concentrera sur des outils spécifiques et ciblés, des mécanismes et des incitations pour promouvoir les réinvestissements dans les pays en développement.

**Résultats escomptés:**

- Esquisse de plan d'action avec des engagements potentiels requis de la part de toutes les parties prenantes impliquées dans l'étude de cas dans le pays donné
- Recommandations plus générales à soumettre aux panels composés de décideurs politiques et de participants du secteur privé

**Calendrier:**

10 mars 08: réunion de lancement

Fin avril: conclusion et rédaction d'un plan d'action

**Etudes de cas:**

Botswana, Equateur, Zambie